

**RAPPORT A LA 10^{ME} RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES
DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS
SUR LA RÉUNION SPÉCIALE DES MINISTRES
RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA
DÉCLARATION DE YAMOUSSOUKRO**

**RAPPORT À LA 10^{ÈME} RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES MINISTRES
DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS SUR LA
RÉUNION SPÉCIALE DES MINISTRES
RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE LA
DÉCLARATION DE YAMOUSSOUKRO**

I. INTRODUCTION

1. En 1988, les ministres africains chargés de l'aviation civile s'étaient réunis pour prendre des mesures de développement de l'industrie du transport aérien africain confrontée aux politiques de déréglementation et de libéralisation.
2. A l'issue de leur réunion, ils ont adopté la Déclaration de Yamoussoukro relative à une nouvelle politique aéronautique africaine. En adoptant la Déclaration, ils se sont engagés à oeuvrer collectivement et individuellement pour mettre en place un climat de coopération et d'intégration des compagnies aériennes africaines.
3. A cet égard, ils ont défini un calendrier de coopération étalé sur huit ans ainsi que des domaines de concentration tels que l'échange des droits de trafic, le financement des activités aéronautiques, l'amélioration de la gestion, le bruit des aéronefs, la vente des produits à travers le système informatisé de réservation; etc.... Ils ont, en outre, mis en place un mécanisme de coordination des activités.
4. Le rapport présenté par la CEA, à la 9^{ème} réunion de la Conférence des ministres africains des transports et des communications tenue à Addis Abéba, Ethiopie, en mars 1993 a mis l'accent sur le retard accusé dans la mise en oeuvre de la Déclaration surtout en matière de coopération et d'intégration des activités aéronautiques africaines. La conférence a donc demandé à la CEA d'organiser une réunion des ministres chargés de l'aviation civile en vue de trouver des solutions d'accélérer le processus de mise en oeuvre de la Déclaration. La CEA a organisé, à l'aimable invitation du gouvernement de Maurice, le 9 septembre 1994, la dite réunion précédée de celle des experts les 7 et 8 septembre 1994.

5. La réunion a examiné le rapport régional préparé par la CEA sur la mise en oeuvre de la Déclaration ainsi que les rapports préparés par les cinq ministres coordinateurs sous-régionaux. Elle a en outre examiné le document préparé par le groupe de travail mis en place par la CEA sur les solutions relatives à la mise en oeuvre de la Déclaration. Le groupe de travail a été présidé par le Directeur de l'aviation civile de la Tunisie avec la participation de la CEA, de la CAFAC, de l'AFRAA, de la SATCC, de la Tunisie, du Nigéria, du Gabon, d'Air Afrique, d'Ethiopian Airlines, et de Tunis Air.

II. PARTICIPATION

6. Sur les 53 pays invités, 42 ont réellement pris part à la réunion. En outre 30 compagnies aériennes, 11 organisations et 6 observateurs ont pris part aux travaux de la réunion.
7. La réunion a été présidée par un représentant de la République de Maurice. Le président du Conseil de l'OACI et le Directeur Général de l'IATA ont aussi pris part à la réunion. La réunion des ministres a été officiellement ouverte par le Vice Premier Ministre de la République de Maurice.

III. ENTRAVES MAJEURES IDENTIFIÉES

8. La réunion a identifié les contraintes majeures suivantes comme étant les causes du ralentissement de la mise en oeuvre de la Déclaration:-
 - Manque d'appui effectif des gouvernements aux politiques d'intégration et de coopération.
 - Rivalité entre les compagnies aériennes.
 - Protectionnisme dans l'octroi des droits de trafic.
 - Situation financière difficile des compagnies aériennes ainsi que les politiques de restructuration et de privatisation.
 - Pratiques traditionnelles de faire seule les choses.
 - Les conditions socio-économique et politique de l'Afrique.

9. Le document relatif aux solutions comprend plusieurs mesures dont celles relatives aux droits de trafic, l'incorporation de la Déclaration dans les politiques nationales des pays, l'élaboration et la réalisation des programmes de coopération; atteindre l'objectif d'intégration en l'an 2000; l'autonomie de gestion à donner aux compagnies aériennes et autorités de gestion des aéroports; mécanismes de coordination régionale, sous-régionale et nationale; la rationalisation de l'espace aérien; l'établissement des mécanismes multinationaux; la conception et mise en place de cadres juridiques en vue d'assurer la mise en oeuvre des décisions de Maurice, le transfert des revenus etc...
10. Les solutions adoptées ont été le fruit d'un débat exhaustif et franc. Le climat dans lequel s'est déroulé les débats a montré la détermination des pays participants à poursuivre les objectifs de la Déclaration de Yamoussoukro et à ne ménager aucun effort pour mettre en oeuvre les décisions de Maurice.
11. Les paragraphes ci-dessous reprennent les grandes décisions adoptées à Maurice, comme suit:

(i) intégration de la Déclaration

- intégration de la Déclaration de Yamoussoukro dans les politiques nationales avec effet immédiat après la réunion de Maurice en attendant l'élaboration d'un cadre juridique sous la forme d'un accord multilatéral devant être ratifié par les gouvernements africains. A cet égard, les pays disposent d'une année pour finaliser cette procédure et d'en informer la CEA.

(ii) Droit de trafic

- Tout en collaborant à créer des compagnies aériennes multinationales, les Etats ont convenu d'échanger les droits de trafic avec beaucoup de souplesse. A cet égard, ils ont convenu d'achever à l'intérieur des sous-régions africaines, dans une période de deux ans, la libéralisation des droits de trafic selon le schéma contenu dans le document relatif aux solutions adoptées à Maurice.

(iii) Coopération

- Les efforts de coopération déjà amorcés devront continuer en vue de créer des compagnies aériennes multinationales.

(iv) Rôle des gouvernements

- Les gouvernements doivent inviter instamment les compagnies aériennes à mettre en place des programmes de coopération et d'intégration couvrant la période 1995 - 2000. Ils devront redynamiser les compagnies aériennes et les inciter à une plus grande productivité et une meilleure efficacité, en favorisant une gestion commerciale de leurs activités et en encourageant l'injection de capitaux adéquats. Ils devront en outre assurer la formation et retenir au sein des compagnies aériennes le personnel qualifié.

(v) Mécanisme de coordination

- Un mécanisme de coordination a été mis en place aux niveaux national, sous-régional et régional. Les organisations sous-régionales économiques ayant joué des rôles très importants dans les activités de la mise en oeuvre de la Déclaration ont été incluses dans le mécanisme régional.

(vi) Délai de réalisation

- Les gouvernements et les compagnies aériennes ont été priées de prendre des mesures afin de mettre en oeuvre les différentes phases et d'achever la phase III si possible en l'an 2000.

(vii) Mesures complémentaires

- Les ministres ont adopté des mesures complémentaires nécessaires pour la création d'un environnement propice à l'expansion du transport aérien africain et international. Il s'agit de mesures portant sur la rationalisation de l'utilisation de l'espace aérien africain, les redevances aéronautiques, la facilitation, la sûreté, le transfert des excédents de recettes, la désignation des compagnies aériennes, la mise en place d'un mécanisme multinational et le cadre juridique devant être utilisé pour veiller à l'application effective des décisions prises à Maurice.

IV. ACTIONS DE SUIVI DE LA CEA

12. Après la réunion de Maurice, la CEA a entrepris les activités suivantes:

(a) Préparation de cadres juridiques

La CEA a recruté pour 3 mois un consultant qui est entrain de concevoir le cadre juridique nécessaire en vue d'assurer la mise en oeuvre des décisions de Maurice. Le cadre juridique, une fois élaboré, sera soumis aux pays africains pour son adoption. Le même consultant préparera un cadre de référence pour la création de compagnies aériennes multinationales pour les pays intéressés.

(b) Cadre de coopération

En vue de faciliter le processus d'intégration et de coopération, un consultant a été recruté pour définir par sous-région les domaines de coopération portant sur des activités concrètes et réalisables à court terme. Ces documents serviront de base de discussion et d'évaluation de la mise en oeuvre de la Déclaration au niveau de chaque sous-région africaine. Il portera sur le développement des routes et des droits de trafic à octroyer conformément à l'esprit des décisions prises à Maurice.

(c) Animation des mécanismes de coordination

La CEA a contacté tous les ministres coordinateurs et les a prié de bien vouloir prendre les mesures nécessaires au bon fonctionnement des mécanismes national et sous-régional. La première présidence a été confiée au Ministre du Gabon. Une réunion sur le mécanisme régional sera organisée dès que les rapports des consultants seront disponibles. Elle aura donc pour objectif d'examiner les deux rapports et d'établir un calendrier d'exécution des activités retenues. La CEA portera son appui technique à tous les mécanismes de coordination.

(d) Incorporation de la Déclaration de Yamoussoukro dans les politiques nationales

La CEA a attiré l'attention des pays sur la nécessité d'entamer le processus d'intégration et de l'en tenir informer des progrès réalisés. Nous attendons que certains Etats fassent rapport au cours de la présente réunion des dispositions prises à cet égard.

(e) Réunions sous-régionales

La CEA compte organiser en collaboration avec l'AFRAA, la CAFAC et les organisations sous-régionales africaines des réunions de concertation des directeurs généraux des compagnies aériennes et des directeurs des autorités aéronautiques, pour discuter du développement des routes sous-régionales et régionales et des droits de trafic. Les décisions prises au cours de ces réunions seront transmises aux ministres coordinateurs sous-régionaux pour action de suivi éventuel.

V. CONCLUSIONS

13. La réunion des Ministres chargés de l'aviation tenue à Maurice, a marqué un pas dans l'histoire de l'industrie du transport aérien africain car elle a abordé les problèmes d'intégration et de coopération sous un angle pratique.
14. La mise en oeuvre de la Déclaration dépend de tous les partenaires associés tel qu'indiqué dans le tableau récapitulatif des activités adoptées par les Ministres. Le momentum exprimé à Maurice doit être poursuivi car, il s'agit de la survie du transport aérien africain.
15. La 4^{ème} réunion mondiale du transport aérien de l'OACI tenue à Montréal en novembre/décembre 1994 a encore montré que les principes contenus dans la Déclaration de Yamoussoukro sont conformes aux orientations futures des politiques réglementaires qui se développent dans les autres régions du monde.

VI. ACTIONS DEMANDÉES

16. La CEA souhaite que les représentants des ministres coordinateurs et des pays rendent compte des actions entreprises en vue d'incorporer la Déclaration de Yamoussoukro dans les politiques nationales. En outre, la CEA demande la mise en place de programmes d'action nationaux et sous-régionaux pour la mise en oeuvre des décisions de Maurice
17. La CEA souhaite également que les pays et les organisations sous-régionales autorisent les missions des consultants et les assistent, au cours de leurs missions, à formuler des directives qui permettront d'activer la mise en oeuvre de la Déclaration.